

Résumé

Ces dernières années, certains analystes ont préconisé la prise de mesures commerciales protectionnistes sous le couvert d'une «politique commerciale stratégique» qui justifierait toutes sortes de solutions faussant les échanges pour régler les problèmes économiques intérieurs. Il s'agit là d'une approche ponctuelle et controversée qui, selon certains, devrait néanmoins être activement poursuivie. Pourtant, c'est le libre-échange qui constitue encore la meilleure politique commerciale. La théorie commerciale courante et l'expérience pratique nous confirment que la libéralisation des échanges commerciaux multilatéraux et régionaux constitue la voie la plus sûre.

Ce document a pour objectif a) de présenter le concept et la logique économique des politiques stratégiques en matière de commerce et d'industrie, b) de résumer l'essence du débat sur la mise en oeuvre de ces politiques à la lumière de l'expérience de plusieurs pays, et c) de tirer des conclusions du débat canadien sur une politique commerciale stratégique.

La théorie du commerce stratégique suggère que, si le gouvernement s'engage à subventionner «nos» sociétés, les concurrents étrangers pourraient se voir évincés de marchés internationaux concentrés. En supposant que les autres gouvernements n'usent pas de rétorsions, nous pourrions «nous» attribuer «leurs» rentes. Par le jeu des économies d'échelle, les coûts différentiels diminuent à mesure que progresse l'apprentissage des fabricants. Le gouvernement peut garantir la viabilité à long terme de nos sociétés en subventionnant les coûts irrécupérables d'établissement de grandes opérations de production à capacité supplémentaire. Si des concurrents étrangers tentaient de s'accaparer le marché, nos sociétés casseraient leurs prix en accroissant la production et en réduisant les coûts unitaires. Une politique commerciale stratégique permettrait à nos sociétés de s'approprier des rentes dans des marchés imparfaitement concurrentiels et ce, aux dépens de nos rivaux. Voilà pour la théorie.

La politique industrielle tire présumément son efficacité du déplacement de ressources vers des secteurs que le gouvernement juge plus utiles pour le pays. L'intervention gouvernementale sous le couvert de la politique industrielle peut théoriquement se justifier par l'échec des mécanismes du marché. Les partisans de la politique industrielle se sont toutefois ralliés autour de politiques généralement populaires, mais économiquement peu avantageuses. Dans ce document, nous examinons quelques-uns de ces arguments. Comment et pourquoi les gouvernements devraient-ils choisir des entreprises de pointe porteuses de croissance et leur donner de l'argent pour les aider à se lancer en affaires? Parce qu'elles généreront des rentes et qu'elles créeront des emplois bien rémunérés. C'est pourquoi, selon cet argument, le gouvernement devrait subventionner certaines sociétés ou industries qui produisent des biens à forte valeur ajoutée.